

## DE LA BONNE FAÇON DE FAIRE L'ITALIE ET LES ITALIENS

A propos de *Pinocchio*, *Cuore*, *Daniele Cortis* et *I Viceré*

### 1876-1900 : Société et culture ?

Cette année, la troisième question proposée aux candidats aux concours du CAPES et de l'agrégation d'italien prend une forme inhabituelle: voilà une question qui s'affiche comme un sujet de civilisation («Culture et société en Italie de 1876 à 1900»), tout en soumettant à la réflexion des professeurs et futurs professeurs des textes littéraires: *Pinocchio* (Collodi), *Cuore* (De Amicis), *I Viceré* (De Roberto), *Daniele Cortis* (Fogazzaro)<sup>1</sup>. Ce mariage entre la civilisation et la littérature, tout comme l'assemblage des ouvrages choisis, semble avoir étonné plus d'un collègue en suscitant de nombreuses questions, si j'en crois les coups de téléphone qui m'ont été adressés en tant qu'«experte» de l'époque désignée. Premièrement: cette introduction - ou plutôt réintroduction - de la civilisation aux concours permet-elle, comme le souhaitent certains, d'étudier celle-ci à un *haut niveau*? Deuxièmement: faut-il considérer que l'histoire doit servir d'introduction aux textes littéraires, ou bien faut-il analyser le rapport entre la fiction et le référentiel? Troisièmement: si *Pinocchio* et *Cuore* appartiennent tous deux à la littérature enfantine, tandis que *Daniele Cortis* et *I Viceré* peuvent être rangés *grosso modo* dans la catégorie du

---

<sup>1</sup>Cet ordre, qui est celui du BO n° 27 du 29 juillet 1993, correspond au classement alphabétique des noms des auteurs. Nous suivrons en revanche l'ordre chronologique.

roman à thèse, quels liens communs peut-on déceler entre l'oeuvre de Collodi et celle de De Roberto ? Car il va de soi que ces liens doivent être mis en évidence pour qu'il y ait une approche globale, et non pas une liste de livres à envisager séparément. L'intitulé du sujet semble avoir suscité la même perplexité, tant il est taillé large. Comment délimiter l'étendue du domaine recouvert par les termes de «culture et société»? Quels chemins se frayer dans l'*ingens silva* représentée par quelque vingt-cinq ans d'histoire contemporaine? Le découpage chronologique lui-même est sujet à interprétation: le *terminus a quo* (1876) marque, comme chacun sait, l'arrivée au pouvoir de la *Sinistra* et l'évincement de la *Destra*, tandis que le *terminus ad quem* est à la fois celui de la mort d'Humbert I<sup>er</sup> et de la fin du siècle. Si l'on souhaitait délimiter ainsi l'époque de l'*Italia umbertina*, pourquoi ne pas choisir l'année 1878 comme point de départ ? Le choix de cette date aurait mieux convenu, dans la mesure où Victor-Emmanuel II et Pie IX disparaissent tous deux cette année-là; leur mort tourne la page de l'histoire du Risorgimento.

Tant d'inconnues et d'interrogations auraient pu nous faire reculer en proclamant: *hic sunt leones*. Mais nous avons accepté la demande qui nous a été faite de donner un article pour *Chroniques Italiennes*, et nous allons chercher à tenir notre promesse.

On peut commencer par considérer que, si le mot «culture» désigne traditionnellement l'ensemble des aspects intellectuels d'une civilisation, les historiens de l'Italie s'accordent pour affirmer que dans les dernières décennies du XIX<sup>e</sup> siècle la floraison culturelle fut considérable. A partir des années 1880 l'intérêt pour la politique, la science, la littérature et le théâtre se répandit chez un public de plus en plus vaste; l'une des preuves en fut l'augmentation du tirage des journaux et des revues, qui atteignit enfin des chiffres de vente comparables à ceux des grands pays européens. De nouveaux média apparurent, comme la photographie, et de nouveaux loisirs, comme le sport. Les maisons d'édition modernes se développèrent, tandis que les romans appréciés du public bourgeois parce qu'ils reflétaient ses goûts et ses mentalités, se multipliaient. Le positivisme dominant inspirait les nouvelles études historiques, philosophiques et scientifiques, alors que s'affirmait l'école anthropologique de Lombroso<sup>2</sup>. Alberto Asor Rosa a davantage précisé la date à partir de laquelle l'Italie, quittant peu à peu sa condition de

---

<sup>2</sup>Pour une bonne synthèse de l'histoire de la culture en Italie pendant cette période, cf. G. Candeloro, «L'Italia degli anni Ottanta», *Storia dell'Italia moderna*, Milano, Feltrinelli, 1970, vol. VI (1871-1896), p. 179-289; Immagini e storia di un'identità nazionale, Torino, Electa, 1982, vol. I, *Dall'unità al nuovo secolo*, chap. VI, «L'organizzazione della cultura» et chap. VII «Verso le comunicazioni di massa».

Royaume, strictement censitaire<sup>6</sup>, ne conférait le droit de vote qu'à 1,86 % des Italiens, dont la moitié environ ne se rendaient pas aux urnes<sup>7</sup>. L'ampleur de la division entre *paese legale* et *paese reale* - qui permettait à la Chambre des députés d'être élue par une partie infime du peuple italien - sembla insupportable à certains conservateurs éclairés. Mais toutes les propositions en faveur de l'extension du droit de vote comme le projet de suffrage universel indirect présenté par Stefano Jacini<sup>8</sup>, ne pouvaient que se briser sur l'écueil du «danger noir», qui faisait des masses les alliées potentielles du Vatican et des anciens souverains réactionnaires. En raison de cela, la *Destra* n'avait pas cherché à agrandir sa base de classe, ni en étendant le droit de vote à de plus amples couches, ni en procédant à une réforme agraire qui aurait lésé les privilèges des grands propriétaires. Le système politique de cette élite minuscule, qui avait entraîné derrière elle tout le reste du pays malgré les résistances de ses habitants, était donc fondé sur l'absence forcée de la vie politique de l'immense majorité de la population; mais au fil des années, cette conception jacobine du pouvoir, qui avait fini par concentrer au sommet de l'Etat tous les lieux de décision et tous les leviers de commande, devait se heurter à la contestation de tous ceux qui n'acceptaient plus d'en être tenus à l'écart.

Le vieux groupe politique qui avait construit le pays laissa alors place à une opposition qui, tout en étant issue de la même bourgeoisie, se voulait plus attentive aux réalités sociales et économiques. S'appuyant sur une base politique disposée à s'ouvrir tant à l'*Italia reale* qu'à l'*Italia legale* sacrifiée par la *Destra* (la petite bourgeoisie du Nord et la bourgeoisie agraire du Sud), elle présenta un programme électoral réunissant plusieurs réformes importantes<sup>9</sup>. Son élan progressiste fut à

---

<sup>6</sup>La loi électorale approuvée le 28 novembre 1859, après l'annexion de la Lombardie, reprenait la vieille loi électorale piémontaise de 1848 et déclarait électeurs tous les citoyens âgés de 25 ans sachant lire et écrire et payant au moins 40 livres d'impôts directs par an.

<sup>7</sup>D'après G. Candeloro, lors des élections du 27 janvier 1861 votèrent 239 583 des 418 696 inscrits.

<sup>8</sup>Après avoir démissionné de son poste de député en 1866, Jacini soutint que la loi électorale italienne, qui sur une population de 25 millions ne conférait le droit de vote qu'à 500 000 habitants, était un anachronisme. Voulant constituer un puissant parti conservateur, il considérait que celui-ci devait trouver sa base sociale dans les masses paysannes.

<sup>9</sup>Le programme de la Sinistra fut pendant longtemps celui qu'Agostino Depretis proposa le 10 octobre 1875 aux électeurs de sa circonscription (d'où son nom de "programma di Stradella") et qui comprenait: l'élargissement du suffrage universel par une nouvelle loi électorale; l'instruction primaire gratuite, laïque et obligatoire; la décentralisation administrative et l'interdiction du cumul des mandats; une réforme du système fiscal et une politique financière plus juste, ainsi que des subventions aux régions les plus pauvres.

pays agricole et arriéré, aurait vu naître une civilisation de masse: c'est en 1887 que le nouveau Royaume, dont les meilleures énergies avaient été absorbées auparavant par la création et le raffermissement de l'Etat national, entre dans une nouvelle phase de son histoire culturelle<sup>3</sup>.

Mais si l'évolution générale de l'histoire italienne nous renseigne sur les relations entre la culture et la société bourgeoise, elle ne nous renseigne guère sur les rapports entre la culture et la population rurale - pour ne pas dire analphabète - de l'époque, et on pourrait aller jusqu'à affirmer que la cassure entre la nation cultivée et le pays réel était alors irrémédiable. Tandis que les gens des campagnes vivaient encore selon les rites et les coutumes de la société traditionnelle, les élites partageaient les valeurs, ainsi que la doctrine libérale et constitutionnelle, de la bourgeoisie du Nord de l'Europe. L'Eglise, qui avait joué jusqu'à l'Unité le rôle d'anneau de jonction entre la haute et la basse culture, ne pouvait plus servir d'intermédiaire; s'étant constitué contre la volonté du pontife dont il avait détruit le pouvoir temporel, l'Etat italien se devait d'être laïque, sinon anticlérical. Après 1860, et encore davantage après 1870, la classe politique libérale avait été obligée, dans un pays resté entièrement catholique, de «creare rapidamente una tradizione laica capace di giustificare anche idealmente e di connotare indelebilmente la pratica realizzazione dello Stato liberale»<sup>4</sup>. La culture et l'école lui semblèrent les meilleurs moyens d'édifier le nouveau sens commun et la nouvelle mentalité nationale<sup>5</sup>, en faisant peu de cas des obstacles réels. L'ignorance et la superstition paraissant plus dangereuses qu'une instruction bien conçue, on misa sur l'action conjointe de l'éducation et des livres scolaires pour chercher à transformer la plèbe en peuple.

Reliant la culture à la politique, et non seulement à la société, cette dernière interprétation de la question permet, à notre avis, de mieux la cerner. D'ailleurs le *terminus a quo*, comme nous l'avons déjà souligné, indique d'emblée une orientation allant au-delà de la signification restreinte du terme culture; il devance l'épanouissement littéraire et scientifique des années 1880, alors qu'il marque un changement de classe politique et partant une nouvelle orientation dans la construction de l'Etat national moderne. La *Destra* avait bâti en quelques années l'unité administrative et législative du nouvel Etat, mais n'avait pas recherché l'adhésion des couches populaires. La loi électorale du

<sup>3</sup>Cf. A. Asor Rosa, «La cultura. I. Creazione ed assestamento dello Stato unitario (1860-1887); II. Le prime manifestazioni di una società di massa (1887-1903)», *Storia d'Italia*, Torino, Einaudi, vol. IV, t. 2, p. 821-1098.

<sup>4</sup>A. Asor Rosa, *op. cit.*, p. 844.

<sup>5</sup>V. par ex. M. Colin, *Education, culture et mentalités dans l'Italie libérale (1860-1900) à travers la littérature pédagogique*, thèse d'Etat, Paris, Sorbonne nouvelle, 1984.

l'oeuvre surtout de 1876 à 1881, années pendant lesquelles «la Sinistra al potere allargo' la base dello Stato e istituzionalizzo' l'allargamento con la riforma elettorale»<sup>10</sup>. Cependant, préoccupée par la nécessité d'augmenter le nombre des électeurs tout en les soustrayant tant à l'influence des réactionnaires et des cléricaux qu'à celle des anarchistes et des socialistes, la nouvelle majorité gouvernementale refusa les projets de loi en faveur du suffrage universel proposés d'une part par l'*Estrema* et de l'autre par le conservateur éclairé Sidney Sonnino (qui, à l'instar de Jacini, voyait dans le droit de vote accordé aux paysans, même analphabètes, une garantie de conservatisme social). La crainte du danger rouge et du danger noir poussa les leaders de la *Sinistra costituzionale* à faire de la capacité de lire et écrire la qualité essentielle requise pour l'exercice du droit électoral, dans l'espoir que le contact avec l'école et l'éducation nationale permettrait d'user à bon escient du nouveau statut de citoyens. Aussi la nouvelle loi fondée sur l'alphabet et non pas sur le cens<sup>11</sup> s'inscrivait-elle dans les convictions de la bourgeoisie libérale du siècle dernier, qui cherchait à façonner une société nouvelle grâce à l'instruction diffusée par l'Etat.

Ce rappel historique terminé, nous pouvons à présent mieux aborder notre sujet. Car la question de la formation de l'Etat national italien et de l'élargissement de sa base sociale traverse et structure, en agençant le fictif et le référentiel; les quatre ouvrages proposés à la réflexion des candidats aux concours. En dépit de l'intitulé trop vaste et du découpage chronologique trop vague (si 1876 paraît significatif, que penser en revanche de 1900 ?), il est d'après nous possible de trouver un facteur de cohésion sémantique dans les repères chronologiques des textes qui servent de points d'ancrage à l'extra-texte, et qui sont les années pendant lesquelles la nouvelle réforme électorale est successivement proposée, discutée et votée: les années 1881-1882. *Pinocchio* fut rédigé et publié de 1881 à 1883<sup>12</sup>. *Daniele Cortis* parut en 1885 et *Cuore* en 1886, mais leur composition commença bien avant; de plus, leurs temps diégétiques est le même, puisque la narration de Fogazzaro se situe entre le 28 juin 1881 et le 18 avril 1882, et celle de De Amicis entre le 17

---

<sup>10</sup>G. Carocci, *Storia d'Italia dall'Unità ad oggi*, Milano, Feltrinelli, 1975, p. 49.

<sup>11</sup>Le *Testo Unico* du 24 septembre 1882 déclarait électeurs "i cittadini italiani che avessero compiuto il ventunesimo anno d'età, sapessero leggere e scrivere e avessero uno dei due requisiti: avere sostenuto con buon esito l'esperienza sulle materie comprese nel corso elementare obbligatorio; pagare annualmente per imposte dirette almeno 19,80 lire".

<sup>12</sup>La *Storia di un burattino* parut en feuilleton dans le *Giornale per i bambini* du 7 juillet 1881 au 25 janvier 1883. Au mois de février de la même année, les épisodes réunis en un seul volume furent publiés par l'éditeur-libraire Felice Paggi à Florence.

octobre 1881 et le 10 juillet 1882<sup>13</sup>. En revanche l'action des *Viceré* se déroule dans un temps beaucoup plus long (1850-1882); dans ce dernier cas, le choix du dernier chapitre<sup>14</sup> dans les circulaires ministérielles situe très exactement le cadre diégétique en octobre 1882.

### De la formation de l'Etat national prêchée aux enfants

*Le avventure di Pinocchio* se passent, comme chacun sait, dans un univers merveilleux qui, tout en plongeant ses racines dans la Toscane du XIX<sup>e</sup> siècle, est hors de l'espace et du temps réels. Il va de soi que la division entre *paese reale* et *paese legale* n'y est pas inscrite en toutes lettres, et que l'élément référentiel, en ce qui concerne le contexte politique, en est absent; Collodi fait de sa marionnette l'archétype même de l'enfant, et ses aventures merveilleuses ont été définies à juste titre comme "una vasta allegoria dell'infanzia"<sup>15</sup>, transposition symbolique des joies et des angoisses du petit d'homme en devenir. Mais l'enfance d'après Collodi est aussi l'apprentissage de l'impossibilité de vivre selon le principe du plaisir, impossibilité constatée tout au long des difficultés que chacun rencontre dans sa tentative de dépasser l'enfance pour atteindre la maturité; aussi peut-on considérer que l'histoire de Pinocchio a-t-elle été écrite non pas pour l'enfance, mais *pour enseigner à sortir de l'enfance*.

Au delà de cette interprétation anthropologique de l'enfance en quête de maturité et d'identité, Alberto Asor Rosa a vu dans l'histoire de la marionnette une prégnante métaphore littéraire du parcours historique de la jeune Italie à la recherche d'une identité nationale<sup>16</sup>. Derrière le pantin qui mûrit à travers les épreuves et les malheurs se cache l'Italie populaire, "contraddistinta da leggi ferree e caratteri proprii, che difficilmente possono essere ricondotti con immediatezza ad una superiore legge unitaria, nazionale e borghese"<sup>17</sup>. Pinocchio est un enfant pauvre, confronté à la dureté d'un monde où la vie quotidienne

<sup>13</sup>Le journal d'Enrico Bottini n'indique en fait de dates que le jour et le mois. C'est l'annonce de la mort de Garibaldi (le 3 juin 1882) qui permet de dater le temps de la fiction: l'année scolaire 1881-1882.

<sup>14</sup>Le texte choisi pour l'épreuve de commentaire dirigé du CAPES et pour les épreuves orales de l'agrégation est le chap. 9, III<sup>e</sup> partie.

<sup>15</sup>F. Cambi, *Collodi, De Amicis, Rodari. Tre immagini d'infanzia*, Bari, Dedalo, 1985, p. 49. Sur *Pinocchio*, la bibliographie critique est immense, et remise régulièrement à jour par Luigi Volpicelli (*Bibliographie collodiana*, Quaderni della Fondazione Collodi, Pescia).

<sup>16</sup>A. Asor Rosa, "Le voci di un'Italia bambina" (*Cuore e Pinocchio*), *op. cit.*, p. 925-933.

<sup>17</sup>*Ibid.*, p. 934.

ne peut échapper aux dures lois de la faim et de la quête incessante des moyens de vivre ou de survivre; il représente, pour les intellectuels du Royaume, "la cattiva coscienza, generalmente inespressa, o l'enigma da risolvere, il piu' delle volte neanche affrontato"<sup>18</sup>, de la situation réelle des masses rurales.

A ce peuple-là, l'auteur ne prêchera pas l'amour patriotique ni la grandeur de la nation, mais le travail, l'effort et le sacrifice. S'il est vrai que Collodi le républicain - qui restera fidèle aux convictions de sa jeunesse jusqu'à refuser le titre qui lui fut offert de «cavaliere della Corona d'Italia» - se refuse à apprendre à son héros à vénérer le roi et à mourir pour lui, il est tout aussi vrai que lorsqu'il décrit ses aventures il se fait non seulement l'interprète de la condition enfantine, mais aussi et surtout celui de la réalité de son pays, où l'exigence pédagogique était très vive chez tous les libéraux et les démocrates confondus. Ce sont donc les idéaux de l'époque qui engendrent l'angoisse et les cruautés apparemment inexplicables du récit, et qui justifient la nécessité des sacrifices auxquels le pantin doit se plier pour obtenir la rédemption finale.

Au contraire de *Pinocchio*, *Cuore* est un récit qui se situe au coeur de la réalité historique, constitué comme il est par le journal d'un écolier turinois pendant l'année 1881-1882. Tous les critiques ont souligné l'importante dimension idéologique de l'ouvrage, qui peut être considéré comme un véritable manuel de conduites à observer, de mythes à suivre et de valeurs à respecter; bref, du «modello intellettuale borghese che tento' di affermarsi nell'Italia umbertina»<sup>19</sup>. Ce constat unanime avait d'ailleurs été à l'origine, dans les années 1970, d'une violente attaque<sup>20</sup> contre ce «bréviaire hypocrite» de ce qu'il était convenu d'appeler «l'idéologie bourgeoise»<sup>21</sup>, comme s'il n'avait pas encore été acquis pour tout le monde que le nationalisme et le fascisme ont emporté dans les brasiers de deux guerres mondiales les valeurs de «l'honnête homme» du XIX<sup>e</sup> siècle qu'était De Amicis.

---

<sup>18</sup>*Ibid.*

<sup>19</sup>*Ibid.*, p. 928.

<sup>20</sup>V. Par exemple: U. Eco, "Franti, o il Cuore", *Il Caffè*, 1962, n°3, p.5; N. Ginzburg, "Cuore", in *Mai devi domandarmi*, Milano, Garzanti, 1970, p. 136; S. Lanaro, "Il Plutarco italiano: l'istruzione del «popolo» dopo l'Unità", *Storia d'Italia, Annali*, v. IV, Torino, Einaudi, 1981; C. A. Madrignani, "Il secondo Ottocento", *La letteratura italiana*, vol. VIII, t. 1, Bari, Laterza, 1975.

<sup>21</sup>Sur l'"idéologie bourgeoise", voir: M. Berra, *L'etica del lavoro nella cultura italiana: dall'Unità a Giolitti*, Milano, Franco Angeli, 1981; G. Baglioni, *L'ideologia della borghesia industriale nell'Italia liberale*, Torino, Einaudi, 1974; S. Lanaro, *Nazione e lavoro. Saggi sulla cultura borghese in Italia (1870-1925)*, Padova, Marsilio, 1979.

Il ne fut en effet que l'un des interprètes les plus fidèles et les plus sincères de la bourgeoisie du Nord qui se regroupait dans l'aile progressiste de la *Sinistra*, et qui chercha à imposer son hégémonie (et non seulement sa domination) de 1876 à 1882. Sa capacité à exprimer les idéaux de son temps afin de les transmettre aux futures générations fut étonnante, et fit de lui, en quelque sorte, l'éducateur idéal de toute nation en phase de formation<sup>22</sup>. En tant qu'auteur d'un instrument simple mais efficace d'«acculturation» cherchant à concilier le *paese reale* avec les élites de la nation, il créa un facteur puissant d'organisation du consensus; Vittorio Spinazzola a souligné à juste titre «la vastità eccezionale dell'influenza esercitata dal De Amicis sulla formazione mentale di generazioni intere di lettori italiani»<sup>23</sup>, tandis que Giovanni Spadolini a parlé de *Cuore* comme du premier des «cento libri che fecero l'Italia», en rendant possible «l'incontro postumo fra Vittorio Emanuele II e Mazzini, fra la monarchia e la rivoluzione»<sup>24</sup>.

Faut-il considérer pour autant que la puissance de cohésion renfermée par l'ouvrage de De Amicis doit être interprétée comme une transmission univoque allant de la bourgeoisie au peuple? Certes, De Amicis s'est fait le chantre non seulement de la nation et de l'amour patriotique, mais aussi de la monarchie et de l'armée. Voyant dans la dynastie des Savoie le pivot du développement harmonieux du pays, il a largement contribué à faire de Humbert I<sup>er</sup> (que les historiens ont jugé par la suite comme un souverain réactionnaire et militariste<sup>25</sup>) un roi populaire<sup>26</sup>; tout comme il a donné une image fortement positive de l'armée et du service militaire, à une époque où la majorité du pays se pliait difficilement à la conscription<sup>27</sup>. On peut néanmoins mettre en évidence la dimension sociale de l'ouvrage: d'une part, parce que les véritables protagonistes du livre ne sont pas des enfants bourgeois, mais «dei ferrovieri come Garrone, dei fabbri ferrai come Precossi, dei rivenditori di legna come Coretti, dei droghieri come Garoffi, dei flebotomi come Stardi, dei muratori come il muratorino»<sup>28</sup>. Sans pour autant remettre en cause la hiérarchie sociale, De Amicis ne voit pas

<sup>22</sup>Telle est en effet la conclusion qui se dégage à la lecture des actes du congrès sur De Amicis qui s'est tenu à Imperia du 3 avril au 3 mai 1981 (*Edmondo De Amicis*, Milano, Garzanti, 1985).

<sup>23</sup>V. Spinazzola, "Rileggendo *Cuore*", *L'Unità*, 11 janvier 1973.

<sup>24</sup>Cf. G. Spadolini, "I cento libri che fecero l'Italia. *Cuore*", *Il Borghese*, 1<sup>er</sup> avril 1950 (repris ensuite dans *Tramonto del Risorgimento*).

<sup>25</sup>Cf. par exemple V. Alfassio Grimaldi, *Il re "buono"*, Milano, Feltrinelli, 1970.

<sup>26</sup>Cf. le célèbre chapitre "Re Umberto", qui relate la rencontre entre le roi et Coretti père.

<sup>27</sup>V. par exemple: P. Del Negro, *Esercito, stato, società*, Bologna, Cappelli, 1979.

<sup>28</sup>A. Asor Rosa, *op. cit.*, p. 930.



dans les ouvriers des ennemis à combattre, mais bien au contraire des hommes riches de qualités humaines telles que la générosité et le courage, dont la dignité et les aspirations doivent être reconnues. Cette conception qu'on a souvent définie comme populiste<sup>29</sup> fera de l'écrivain l'un des premiers «socialistes bourgeois», en le rapprochant de Filippo Turati et de l'inspiration générale des premiers numéros de *Critica Sociale*.

*Last but not least*, De Amicis fut le premier à donner à l'institution scolaire, vue à la fois comme le lieu de la formation de l'individu et le creuset de la nation, toute sa dignité. L'école est non seulement le «chronotope» du récit, mais aussi le lieu où s'harmonisent les rapports entre les classes, car l'instruction doit permettre d'émanciper le peuple de son ignorance tout en lui donnant davantage d'autonomie politique et économique. C'est dans ce sens que De Amicis a fait de l'entreprise de scolarisation de l'Italie libérale - où l'alphabétisation de masse coïncida avec la naissance d'une nation - un instrument d'éducation de tout pays en phase de formation. Au maître d'école - et non pas à la *Fata dai capelli turchini* - était donc confiée la tâche de rendre l'humanité meilleure; car De Amicis n'expliquait pas aux enfants qu'il était nécessaire de se plier, bon gré mal gré, à la discipline de l'école, mais que cette école, *il fallait aussi l'aimer*. Ce qui lui importait n'était pas tant le contenu des enseignements dispensés à l'élève, mais que son âme fût prête à accueillir le message pédagogique; la formation de nouveaux Italiens qui, en se rendant devant les urnes électorales, seraient en mesure de prendre en main les destinées de leur pays, ne pouvait être qu'à ce prix.

### **De la critique de la formation de l'Etat national prêchée aux adultes**

Après avoir vu comment les deux chefs-d'oeuvre pour l'enfance du siècle dernier abordent et résolvent la question de la formation de l'Etat national en proposant de combler l'écart entre *paese legale* et *paese reale* au moyen de l'éducation, tournons-nous à présent vers *Daniele Cortis* et *I Viceré*. Malgré leurs différences, ces deux romans peuvent être réunis d'une part par l'importance du thème politique, et tout particulièrement par la mise en scène des rapports entre les institutions représentatives et la société, et de l'autre par la critique sévère que les deux auteurs formulent à propos de la démocratie libérale. Dans les deux cas, cette critique est profondément ressentie par les deux auteurs, dont l'un fait

---

<sup>29</sup>Cf. l'analyse du populisme de De Amicis faite par Asor Rosa in *Scrittori e popolo. Il populismo nella letteratura italiana contemporanea*, Roma, Savelli, 1975, p. 57-61 *passim*.

figure de porte-parole des exigences des régions du Nord-Est de l'Italie, et l'autre de celles du Sud.

La première inspiration de *Daniele Cortis* serait, d'après les biographes d'Antonio Fogazzaro, essentiellement politique<sup>30</sup>. En 1882 l'écrivain, qui avait déjà exercé différentes responsabilités administratives, fut invité à présenter sa candidature aux élections politiques: cela ne pouvait qu'aller de soi pour une famille accoutumée à jouer les premiers rôles. Son père Mariano avait été député de 1866 à 1873 du collège de Marostica, et son oncle par alliance Fedele Lampertico était sénateur; cependant Antonio refusa l'offre, en alléguant des raisons familiales. Par la suite, il fit savoir que les véritables raisons de son refus devaient être cherchées dans ce roman, où étaient dévoilées ses convictions politiques: son héros avait donc été chargé à sa place d'exposer le programme qu'il aurait aimé présenter à ses électeurs, au moment même où la question de l'élargissement du suffrage électoral était d'une brûlante actualité. Daniele Cortis souhaitait donc saisir l'occasion offerte par ce «lungo passo avanti nella chiara e fatale via della evoluzione democratica»<sup>31</sup>, mais sans pour autant apporter une nouvelle pierre à la construction de l'Etat laïque, bien au contraire; la réforme électorale devait servir à la constitution d'un nouveau parti qui serait catholique sans être confessionnel. Permettant la formation d'une conscience nationale d'où la dimension religieuse ne serait plus exclue, ce nouveau parti aurait permis d'instaurer une nouvelle «democrazia cristiana» et de promouvoir de vastes réformes sociales.

Ces idées étaient-elles partagées par tous les catholiques qui refusaient alors de remplir leur devoir de citoyens par obéissance à la volonté du pape? La réponse doit être nuancée, et, pour la commodité des lecteurs, précédée d'un bref rappel historique<sup>32</sup>: après 1861, le Vatican n'adopta pas de position officielle, mais laissa à des membres du clergé la responsabilité des prises de position en faveur de l'abstention (le «né eletti né elettori» de don Margotti). Il la recommanda officiellement après la prise de Rome («non expedit»), en 1871 et en

---

<sup>30</sup>T. Gallarati Scotti (*La vita di Antonio Fogazzaro. Delle memorie e dai carteggi inediti*, Milano, Mondadori, 1934); P. Nardi, *Antonio Fogazzaro*, Milano, Mondadori, 1938; D. et L. Piccioni, (*Fogazzaro*, Torino, UTET, 1970) sont d'accord sur ce point.

<sup>31</sup>A. Fogazzaro, *Daniele Cortis* (1885), Milano, Garzanti, 1988, p. 95.

<sup>32</sup>Sur l'histoire du conflit entre l'Etat et l'Eglise en Italie, on pourra consulter: G. De Rosa, *Il movimento cattolico in Italia dalla Restaurazione all'età giolittiana*, Bari, Laterza, 1966; A. C. Jemolo, *Chiesa e Stato in Italia. Dalla unificazione a Giovanni XXIII*, Torino, Einaudi, 1974, 3<sup>e</sup> éd.; G. Spadolini, *L'opposizione cattolica. Da Porta Pia al '98*, Firenze, Vallecchi, 1955, 3<sup>e</sup> éd.

1874<sup>33</sup>; cette dernière année, se réunit à Venise le premier congrès de toutes les associations catholiques, qui en 1875 devait prendre l'appellation d'*Opera dei Congressi*, et donner une organisation et des structures permanentes au nouveau mouvement. Face aux catholiques intransigeants se trouvaient les catholiques libéraux, favorables à une réconciliation entre le Royaume d'Italie et le Vatican. Mais la radicalisation du conflit après 1870 avait fortement réduit l'influence des *conciliatoristi* réunis autour de la revue *Rassegna Nazionale*<sup>34</sup>, parmi lesquels se trouvait Fogazzaro. Leur heure sembla sonner en 1879; Léon XIII avait succédé à Pie IX depuis une année lorsque se répandit la nouvelle qui attribuait au nouveau pontife le désir de voir se constituer un parti catholique conservateur<sup>35</sup>. Mais la réaction des intransigeants fut si vive et si immédiate, que le projet des catholiques libéraux avorta avant même de prendre forme.

Le roman de Fogazzaro conserve les traces de cet espoir un moment caressé par les *conciliatoristi*. A celui-ci vient s'ajouter la stratégie politique personnelle de son personnage: son programme sera réalisé non pas par une majorité parlementaire, mais plutôt par une alliance spirituelle entre la religion et l'institution monarchique: «una monarchia forte, sciolta da qualunque legame con qualunque chiesa, ma profondamente rispettosa del sentimento religioso»<sup>36</sup>. Cet objectif nouveau, qui s'inspirait directement du dernier tournant politique pris alors par Bismarck (qui après avoir mis fin au *Kulturkampf* recherchait les faveurs du *Zentrum* catholique), allait de pair avec les critiques que les conservateurs italiens adressaient alors à la *Sinistra* au pouvoir depuis 1876. Daniele Cortis, qui ne voit plus en Italie que «della cattiva democrazia e della cattiva letteratura che si freghino insieme»<sup>37</sup>, ne croit ni à l'institution parlementaire, inefficace et discréditée à ses yeux, ni à la démocratie italienne, qui oblige les candidats au Parlement à «strisciare sotto una porta così bassa: il patriottismo e la sapienza

<sup>33</sup>En 1871, à la question s'il était souhaitable pour les catholiques de participer aux élections, la Sacra Penitenziaria répondit: *non expedire*; en 1874, le *non expedit* prohiba en fait la participation catholique aux élections. Plusieurs fois répétée, cette interdiction (non valable pour les élections administratives) resta en vigueur pendant trente ans.

<sup>34</sup>La revue officielle des *conciliatoristi* fut fondée en 1862 à Gênes sous le nom d'*Annali Cattolici*; en 1866 elle déplaça son siège à Florence et prit successivement les titres de *Rivista Universale*, puis de *Rassegna Nazionale*.

<sup>35</sup>Ce fut le "gruppo di casa Campiello" qui eut l'idée d'organiser un tel parti, au cours des réunions qui se tinrent à Turin et à Rome parmi des membres de l'aristocratie catholique (cf. G. De Rosa, *op. cit.*, p. 132-136). On trouve un echo de ces réunions dans *Daniele Cortis*.

<sup>36</sup>A. Fogazzaro, *op. cit.*, p. 162.

<sup>37</sup>*Ibid.*, p. 36.

politica degli elettori»<sup>38</sup>. Mais ce n'est pas pour autant que ce nouveau sauveur de l'Italie songe à se rapprocher réellement du *paese reale*; tout comme les catholiques de la *Rassegna Nazionale*, il est marqué par le conservatisme social qui rapproche ce groupe de l'aile droite des modérés de la *Destra* plutôt que de l'*Opera dei Congressi*. Cette formation intransigeante, qui faisait de la division entre l'*Italia legale* et l'*Italia reale* la justification même de son opposition à l'Etat libéral et bourgeois, qui se montrait très soucieuse d'améliorer les conditions de vie des masses rurales, victimes tout à la fois de la rapacité de la bourgeoisie et de la crise agraire; elle donna vie à des oeuvres de bienfaisance permettant de venir en aide aux ouvriers agricoles, et prit par la suite une série d'initiatives qui dessinaient une politique socialisante<sup>39</sup>. Le personnage de Fogazzaro en revanche prophétisait des mutations séduisantes («io credo che vi è in questo fermento democratico qualche lievito rubato al cristianesimo; io vedo nel mio pensiero un luminoso e possibile ideale di democrazia cristiana»<sup>40</sup>), et projetait de grandes réformes dont il se désintéressait aussitôt. Faute de savoir représenter le monde des humbles - car l'auteur aura vite fait de quitter le terrain politique et social pour se tourner vers l'amour «sublime» des deux protagonistes -, ce programme affiché à plusieurs reprises au cours du roman en restera à l'annonce des projets et des ambitions d'un homme. Seules les critiques du Parlement et du système libéral seront amplement étayées, et elles auront le poids et l'épaisseur des convictions longuement mûries et largement partagées par beaucoup d'intellectuels italiens à la fin du siècle dernier.

On retrouve également une dure critique de la classe politique et des institutions libérales du nouveau Royaume dans *I Viceré* de Federico De Roberto. Cette fois-ci, les accusations ne s'adressent plus, comme c'était le cas pour Fogazzaro et son entourage, aux ministres italiens qui subissent l'humiliation de l'occupation française de Tunis, mais bel et bien à la *Sinistra meridionale* ou *Sinistra giovane*<sup>41</sup>. Loin de s'inspirer à des idéaux progressistes, celle-ci était surtout soucieuse de préserver les intérêts de la bourgeoisie du Sud, qui souhaitait être étroitement associée à la direction de l'Etat national. Cette bourgeoisie

---

<sup>38</sup> *Ibid.*, p. 31.

<sup>39</sup> L'absence de programme social chez les catholiques conservateurs de la *Rassegna Nazionale* semble avoir été le véritable motif qui conduisit Léon XIII à leur refuser tout appui.

<sup>40</sup> A. Fogazzaro, *op. cit.*, p. 95.

<sup>41</sup> Ces deux appellations étaient nées par contraste avec la "Sinistra storica" (celle des républicains et du Partito d'Azione) et la "Sinistra settentrionale" des piémontais et des toscans tels que Depretis, Cairoli, Coppino et Zanardelli.

conservatrice, qui n'entendait nullement remettre en cause ses privilèges et son mode d'exploitation des paysans sans terre, s'attira la condamnation unanime des *meridionalisti*, qui voyèrent dans ses représentants des «uomini privi di ogni morale, che confondevano interesse pubblico e privato e il primo sottomettevano quasi sempre al secondo»<sup>42</sup>. Le décalage de dix années entre le temps de l'énonciation et celui de l'énoncé (le roman paraît en 1894) donne à l'auteur la possibilité de juger l'action de la *Sinistra* au pouvoir à l'aide du «senno di poi»...

Mais avant d'inscrire cette critique dans les derniers chapitres de son roman, De Roberto retrace l'histoire du Risorgimento dans le Mezzogiorno, et tout particulièrement en Sicile, en dressant l'impitoyable constat d'échec de cette «révolution trahie». En reliant l'histoire de la famille Uzeda à l'histoire de la Sicile de 1850 à 1882, l'auteur démasque sans pitié la face cachée des glorieuses victoires remportées par les patriotes et il établit grâce à son ouvrage «la piu' complessa messa in discussione dei valori risorgimentali tentata da un uomo dell'Ottocento»<sup>43</sup>. Cette vision «dissacrante» qui fait des *Viceré* «il romanzo dell'antirisorgimento» en balayant jusqu'à sa complète dissipation l'illusion héroïque qui occultait la réalité<sup>44</sup>, souligne avec la rigueur impitoyable d'une démonstration que si dans l'ancien Royaume des Deux Siciles la révolution s'est inféodée, c'est parce qu'elle s'est avilie au contact de l'aristocratie dominante<sup>45</sup>. Aussi Benedetto Giulente s'est-il mis au service des Uzeda après s'être battu avec Garibaldi, tandis que le duc d'Oragua, une fois devenu député, au lieu de songer au *paese reale* ne se préoccupe que d'exploiter les possibilités économiques du pouvoir dont il s'est emparé («Ora che l'Italia è fatta, dobbiamo fare gli affari nostri...»).

Mais la société mise en scène par l'auteur se limite à la classe dominante - l'aristocratie féodale et son alliée objective, la bourgeoisie agraire - tandis que la représentation littéraire du *paese reale* et de la lutte des classes échappe aux intérêts du «petit-bourgeois» qu'était Federico

---

<sup>42</sup>Ce jugement de Francesco Saverio Nitti est cité par G. Galasso, *Passato e presente nel meridionalismo*, Napoli, Guida, 1978, p. 77.

<sup>43</sup>M. Pomilio, "L'antirisorgimento di De Roberto", *Ragioni narrative*, n. 6, (nov. 1960), p. 162.

<sup>44</sup>Cf. C. A. Madrignani, *Illusione e realtà nell'opera di Federico De Roberto*, Bari, De Donato, 1972.

<sup>45</sup>"La rivoluzione nazionale finì col consolidare in Sicilia il predominio di quella casta di baroni che essa avrebbe dovuto abbattere" (G. Trombatore, "I Viceré", *Riflessi letterari del Risorgimento in Sicilia e altri studi sul secondo Ottocento*, Palermo, Manfredi, 1970, 4<sup>e</sup> éd., p. 30).

De Roberto<sup>46</sup>. Moulées par leur passivité atavique, les petites gens n'entrent en scène dans les derniers chapitres du roman que pour soutenir tout naturellement les aristocrates qui s'affrontent lors des campagnes électorales; ce qui ne saurait étonner Consalvo, qui voit dans le peuple sicilien «un popolo educato da secoli al rispetto ed all'ammirazione dei signori, quasi orgoglioso del loro fasto e della loro potenza»<sup>47</sup>. Même les sociétés ouvrières, encore dépourvues de stratégies politiques et de programmes électoraux, n'échappent pas à la règle; la meilleure preuve en est Baldassarre, l'ancien *maggiordomo* des Uzeda qui, après être devenu président d'une *Società operaia*, se remet au service de son ancien maître.

Les élections d'octobre 1882 marquent dans l'île le premier rendez-vous entre la classe politique et la population. De Roberto fait une satire au vitriol des nouveaux rites et des nouveaux temps forts de cette première campagne électorale de masse où tout a changé depuis l'époque où les élections se faisaient «alla chetichella, in famiglia»<sup>48</sup>: les programmes, le choix des alliances, le meeting et la propagande. Le meeting «moderne» de Consalvo Uzeda, véritable morceau de bravoure littéraire, après avoir permis à l'auteur d'illustrer ses thèses sur l'aristocratie sicilienne et le transformisme de la *Sinistra*<sup>49</sup>, clôturera le roman en point d'orgue. Cette analyse négative de la politique moderne et du système représentatif ne pourra déboucher que sur la réfutation de l'idée de progrès, et la négation de toute possibilité de rapports politiques autres que la tromperie et la violence. Dans son monologue final, Consalvo exposera une vision cyclique et fataliste de l'histoire et des lois qui la régissent, laquelle condamne toute possibilité d'évolution. «La storia è una monotona ripetizione; gli uomini sono stati, sono e saranno sempre gli stessi»<sup>50</sup>, conclut le jeune prince en répétant une célèbre maxime de Machiavel. Cette remise au goût du jour

---

<sup>46</sup>Il s'agit de la thèse de C.A. Madignani, qui attribue (en s'inspirant de la pensée de Gramsci) la "negazione" de De Roberto à la condition "d'estraneità" et de "disorganicità" propre aux petits bourgeois, et tout particulièrement à "l'atteggiamento della piccola-media borghesia meridionale non ancora assimilata al processo di capitalizzazione post-unitaria" (*op. cit.*, p. 101).

<sup>47</sup>F. De Roberto, *I Viceré*, (1894), Milano, Garzanti, 1959, p. 619.

<sup>48</sup>*Ibid.*, p. 630.

<sup>49</sup>Le transformisme, né sous l'effet de la peur que la réforme électorale suscita dans la classe dirigeante, fut annoncé officiellement par Depretis lorsqu'il invita la Destra à "se transformer" pour conclure une alliance électorale. Le "scrutinio di lista" imposé également par la réforme poussa les candidats des deux partis à conclure des alliances entre eux. Sur l'importance du transformisme pour l'histoire politique de l'Italie, cf. C. Tullio-Altan, *La nostra Italia, Arretratezza socioculturale, clientelismo, trasformismo e ribellismo dall'Unità ad oggi*, Milano, Feltrinelli, 1986.

<sup>50</sup>F. De Roberto, *op. cit.*, p. 652.

de la théorie des «corsi e ricorsi storici» permet de retrouver, sous des formes apparemment différentes, le même type de domination: «quando c'erano i Viceré, i nostri erano Viceré; adesso che abbiamo il Parlamento, lo zio è deputato!...»<sup>51</sup>. L'unique leçon éternelle démontrée par le jeu politique - en Sicile et ailleurs - est celle de la volonté de puissance poursuivie par tous les moyens: l'autorité d'un homme sur les autres ne peut être que le fruit d'un abus de pouvoir. La formation de l'Etat national moderne n'aura rien changé.

**Mariella COLIN**

---

<sup>51</sup> *Ibid.*, p. 273.